

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2018

CONTACT

0 805 160 011
gratuit depuis un poste fixe en France métropolitaine

AIDES – Tour Essor
14 rue Scandicci
93508 Pantin cedex

www.aides.org
www.seronet.info
Facebook : facebook.com/aides
Twitter : @assoAIDES
Instagram : @assoaides

REMERCIEMENTS

AIDES remercie tout particulièrement ses donateurs-rices, les entreprises, les personnalités et les pouvoirs publics qui nous ont soutenus en 2018. Nous remercions également toutes les associations partenaires qui œuvrent avec nous dans cette lutte. Merci à tous-tes les militants-es de AIDES, volontaires, salariés-es, personnes accueillies et leurs proches !

DON EN CONFIANCE

AIDES est labellisée « Don en confiance » par le Comité de la Charte. À ce titre, elle respecte les règles de la Charte sur le don en confiance en matière de transparence financière et de bonne gestion des dons.



Directeur de la publication
Aurélien Beaucamp

Coordination
Direction communication et collecte

Rédaction
Anne-Charlotte Chéron, Raphaël Mège

Relecture
Marc Dixneuf, Pauline Féron, Nathalie Gautier, Stéphane Giganon

Coordination technique
Pauline Féron

Maquette
Michelines
(Line Célo & Clémence Michon)

Crédits photos
Cyril Marcilhacy, Pierre Morel, Jeremy Suyker



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018



SOMMAIRE

LEXIQUE

Chemsex
Relations sexuelles sous produits psychoactifs

Cisgenre
Personne dont l'identité de genre correspond à celle qui lui a été assignée à la naissance

HSH
Homme ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes

IST
Infection sexuellement transmissible

Prep
Prophylaxie pré-exposition

PVVIH
Personne vivant avec le VIH

PVVH
Personne vivant avec un virus de l'hépatite

PVVHC
Personne vivant avec le virus de l'hépatite C

RDR
Réduction des risques

TDS
Travailleur-se du sexe

Trod
Test rapide d'orientation diagnostique

VHC
Virus de l'hépatite C

VIH
Virus de l'immunodéficience humaine

ÉDITO



En 2018, l'engagement des militants-es de AIDES, de ses partenaires et donateurs-rices a une fois encore permis de déployer un fort niveau d'actions dans tous les domaines de la lutte contre le VIH/ sida et les hépatites virales. Tous-tes, touchés-es, concernés-es ou vulnérables à ces épidémies, nous alimentons le moteur de ce combat depuis maintenant plus de 35 ans par notre détermination, notre expertise et notre énergie toujours renouvelées !
L'espoir qu'un jour nous puissions vivre dans un monde sans sida n'a jamais été aussi fort, car nous savons aujourd'hui que cet objectif peut être atteint si nous nous en donnons les moyens. Et ces moyens, déployés là où l'épidémie est la plus étendue et virulente, dépendent non seulement de vous et de nous, mais aussi des États et des institutions internationales à travers leurs politiques de santé publique. La fin du sida est possible, le combat continue !
Pour frapper le cœur de l'épidémie, il est pour nous primordial d'être au plus près des besoins des personnes concernées et de leur donner le pouvoir de prendre leur santé en main. Pour cette raison, nous avons fait le choix de renforcer et de structurer notre offre en santé sexuelle avec des parcours permettant de maintenir les personnes vivant avec le VIH dans le soin et les personnes séronégatives de le rester. Ainsi, nous avons ouvert, après celui de Paris et de Marseille, un troisième SPOT à Nice. Ces trois lieux innovants, implantés dans les régions les plus touchées par le VIH, associent santé communautaire et offre médicalisée.
Côté prévention, nous avons augmenté et enrichi notre offre de dépistage. Tout en maintenant un nombre élevé de tests rapides du VIH — plus de 33 000 – nous avons doublé celui des tests rapides du VHC entre 2017 et 2018, et intégré l'autotest VIH ainsi que le Trod dit de « 4e génération » à toutes nos actions. Nous avons également redoublé d'efforts pour amplifier le déploiement de la Prep (Prophylaxie pré-exposition, traitement préventif contre le VIH) : production et diffusion de la toute première campagne d'information dédiée en France, diffusion du guide *La Prep, mode d'emploi*, actions de sensibilisation des publics les plus exposés ou encore accompagnement personnalisé des utilisateurs-rices. Autant d'initiatives qui contribuent à une meilleure connaissance de ce nouvel outil de prévention.
Le contexte de la lutte contre le VIH/sida et les hépatites évoluant, nous adaptons sans cesse nos réponses pour y faire face. En 2018, nous avons initié de nouveaux programmes de recherche innovants (enquête PAACX) et proposé des dispositifs digitaux originaux pour mieux répondre aux besoins des personnes. Ces progrès n'auraient aucun intérêt s'ils ne pouvaient profiter à tous-tes.
L'année 2018 a été marquée par d'intenses mobilisations de nos militants-es en faveur d'une société plus juste et égalitaire pour les personnes vulnérables au VIH et aux hépatites. Du combat contre la loi dite « Asile et Immigration » menaçant les droits des personnes migrantes ou réfugiées, à la bataille pour les droits des usagers-es de drogues ou encore des travailleurs-ses du sexe, en passant par la mobilisation pour l'accès aux médicaments pour tous-tes, nous avons imposé tout au long de l'année ces revendications dans le débat public.
Parce que nous savons que les épidémies ne connaissent pas les frontières et que mettre fin au sida en France dépend aussi du combat mené à l'échelle mondiale, nous sommes très investis-es dans de nombreux projets au niveau européen et international. Actifs-ves aux côtés de Coalition PLUS, nous avons renforcé en 2018 les plateformes Europe et Caraïbes, et participé activement au lancement de la mobilisation pour la Conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme !
Il est aujourd'hui possible d'endiguer l'épidémie de VIH. Pour autant, le combat est loin d'être gagné. Avec toujours près de deux millions de nouvelles infections chaque année, le VIH/sida est l'une des plus grandes pandémies de notre époque.

L'année 2019 sera donc cruciale, avec la tenue en France de la Conférence de reconstitution du Fonds mondial. Nous appelons à une mobilisation sans faille des pays donateurs, dont l'engagement dans la lutte contre le VIH devra se traduire par une hausse significative de leur contribution. Des millions de vies en dépendent, ainsi que l'espoir que chacun a de vivre un jour dans un monde sans sida !

Aurélien Beaucamp
Président de AIDES

AIDES, UN ENGAGEMENT À 360° POUR LUTTER CONTRE LE VIH ET LE VHC



Fondée en 1984 par le sociologue Daniel Defert, l'association AIDES est la première association de lutte contre le sida et les hépatites en France, tant du point de vue historique que pour son engagement en termes d'information, de prévention, de dépistage, de combat contre les discriminations, etc.
Reconnue d'utilité publique et labellisée « Don en confiance » par le Comité de la Charte, AIDES est également une des plus importantes associations de lutte contre le sida en Europe.
La réduction des nouvelles contaminations, l'accompagnement vers le soin des personnes touchées, la défense de leurs droits et leur prise en compte dans le système de santé, la lutte contre les discriminations des personnes concernées par l'épidémie sont autant d'actions que mènent quotidiennement 812 volontaires et 488 salariés-es.
AIDES est présidée par Aurélien Beaucamp depuis 2015 et dirigée par Marc Dixneuf.

NOS PRINCIPES

- **Agir « avec » plutôt que « pour »** : nous impliquons dans nos actions les personnes concernées par le VIH ou les hépatites, nous recueillons leurs besoins et construisons avec elles les réponses adaptées.
- **Promouvoir une approche globale de la santé** : nous nous attaquons à tous les facteurs de vulnérabilité qui entravent l'accès aux soins et à la prévention, tels que les discriminations, la précarité sociale, financière ou affective, les politiques répressives contraires aux intérêts de santé publique, les inégalités de santé et d'accès aux droits, les stigmatisations, etc.
- **Transformer la société** : en luttant pour les droits des personnes séropositives, en bousculant les représentations, en faisant évoluer le contexte politique, social et thérapeutique, nous militons pour une société plus égalitaire, plus juste, plus protectrice pour les personnes vulnérables.

NOS VALEURS

Indépendance politique et idéologique

Respect de l'identité de chacun-e

Confidentialité

Non-jugement des choix et des modes de vie

NOS MODES D'INTERVENTION

Nous accueillons les publics dans nos locaux, nous allons également à leur rencontre dans les lieux de vie (quartiers, bars, commerces, etc.) et nous investissons le web, les réseaux sociaux notamment, car ils permettent une approche ultra-ciblée.

NOS ACTIONS

- **L'information et la prévention** : nous sensibilisons le public sur les modes de transmission à travers des campagnes de communication, en éditant des guides et des revues ainsi qu'en distribuant du matériel de prévention. Nous informons également sur les nouveaux moyens de prévention, dont la Prep (Prophylaxie pré-exposition).
- **Le dépistage à résultat rapide du VIH et du virus de l'hépatite C (VHC)** : réalisé par les militants-es dans nos locaux ou hors les murs, il constitue une avancée décisive vers le soin.
- **Le soutien des personnes séropositives** : nous organisons des groupes de parole, des moments de convivialité et nous mettons en place un accompagnement thérapeutique, juridique et administratif.
- **L'innovation et la recherche** : nous initions des programmes de recherche communautaire, des études, des observatoires afin d'évaluer et de proposer de nouvelles méthodes d'intervention et de nouveaux outils.
- **La défense des droits** : nous nous engageons dans la lutte contre les discriminations et pour l'accès aux soins, au travail, au logement, mais également pour que les personnes soient représentées dans les instances de démocratie sanitaire. Nous élaborons aussi des amendements législatifs.

UNE PRÉSENCE SUR L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES

Un maillage national dense nous permet d'intervenir au plus près des personnes concernées par le VIH et les hépatites. Notre action se décline en différents dispositifs aux missions bien spécifiques.

76 LIEUX DE MOBILISATION

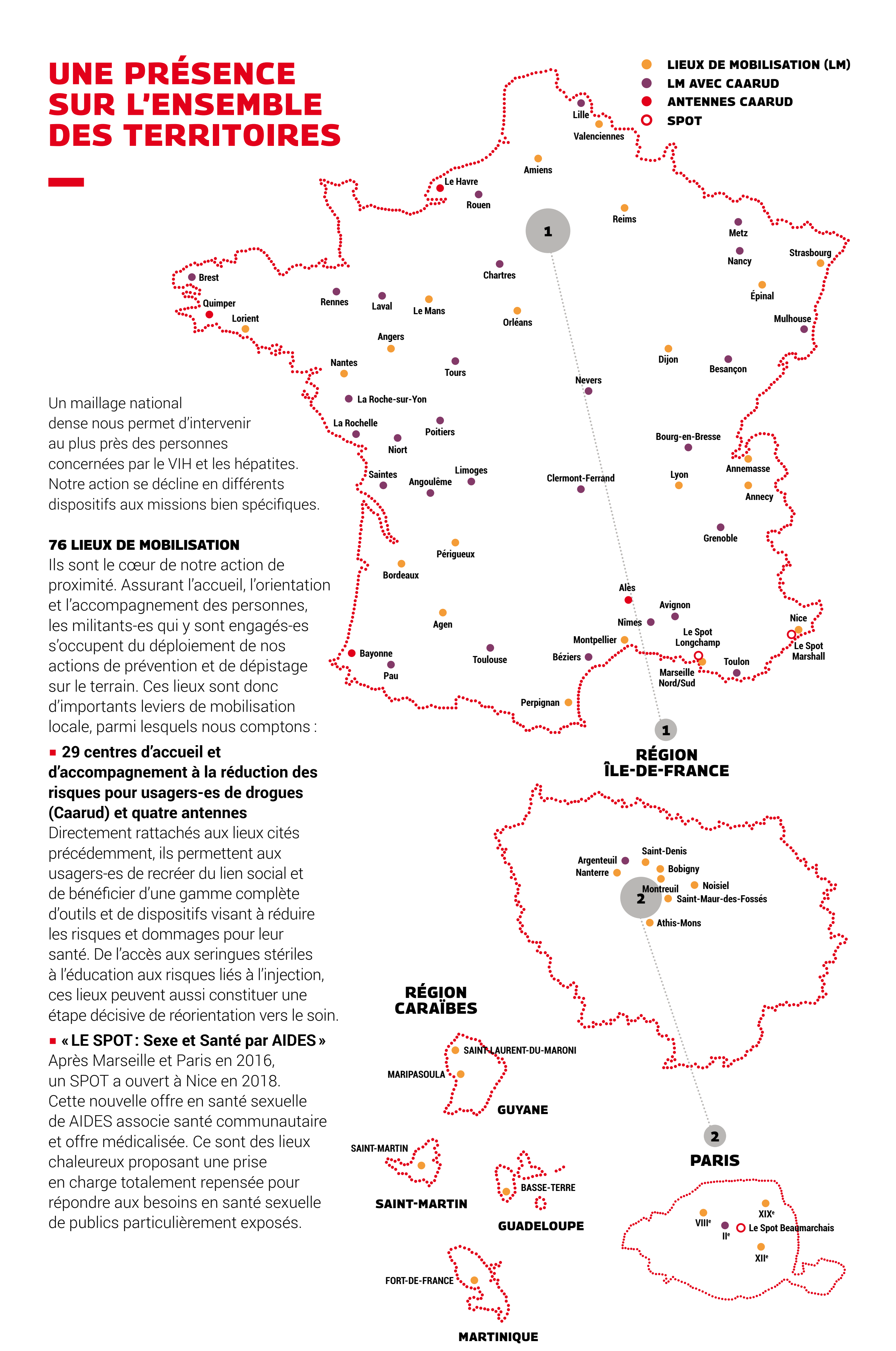
Ils sont le cœur de notre action de proximité. Assurant l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des personnes, les militants-es qui y sont engagés-es s'occupent du déploiement de nos actions de prévention et de dépistage sur le terrain. Ces lieux sont donc d'importants leviers de mobilisation locale, parmi lesquels nous comptons :

- **29 centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers-es de drogues (Caarud) et quatre antennes**

Directement rattachés aux lieux cités précédemment, ils permettent aux usagers-es de recréer du lien social et de bénéficier d'une gamme complète d'outils et de dispositifs visant à réduire les risques et dommages pour leur santé. De l'accès aux seringues stériles à l'éducation aux risques liés à l'injection, ces lieux peuvent aussi constituer une étape décisive de réorientation vers le soin.

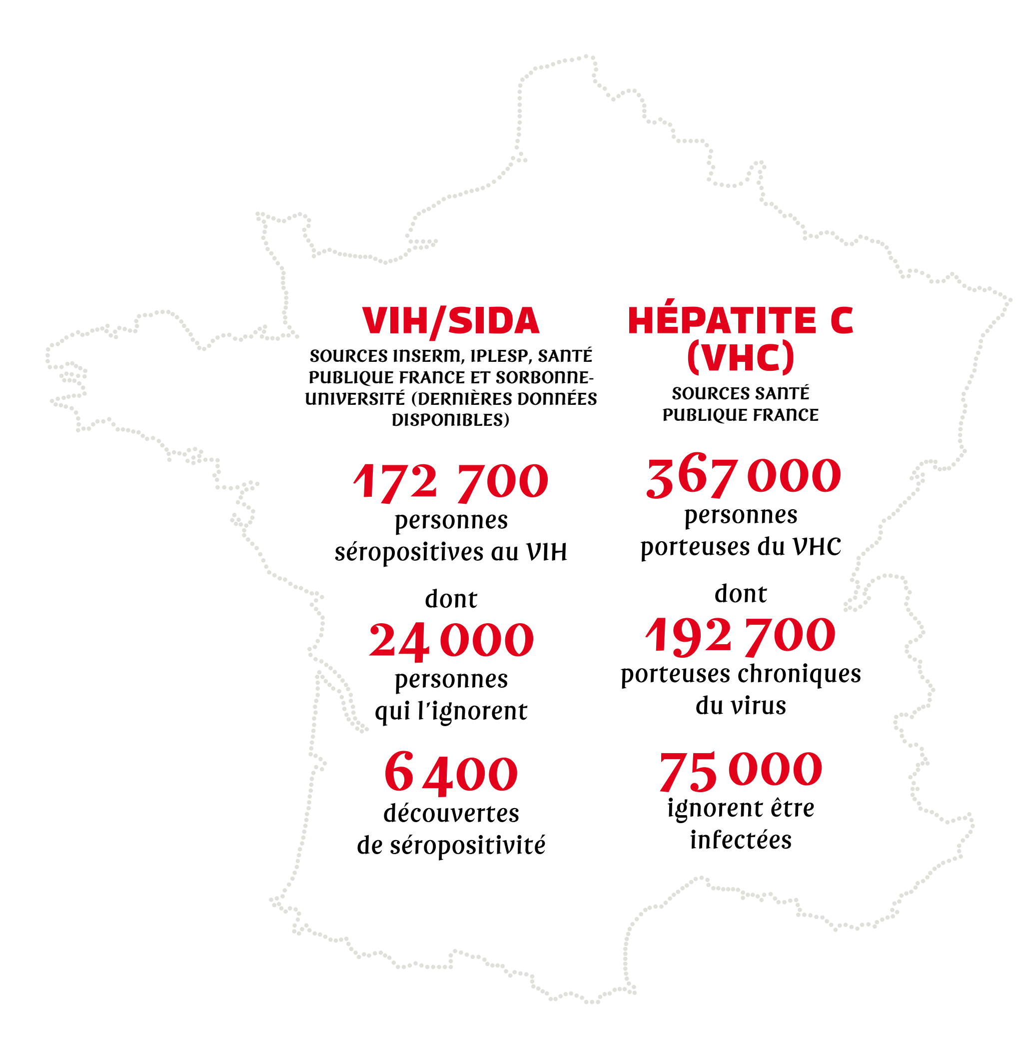
- **« LE SPOT : Sexe et Santé par AIDES »**

Après Marseille et Paris en 2016, un SPOT a ouvert à Nice en 2018. Cette nouvelle offre en santé sexuelle de AIDES associe santé communautaire et offre médicalisée. Ce sont des lieux chaleureux proposant une prise en charge totalement repensée pour répondre aux besoins en santé sexuelle de publics particulièrement exposés.



VIH ET HÉPATITE C : ÉTAT DES LIEUX EN FRANCE





LA CONDITION POUR ÉRADIQUER L'ÉPIDÉMIE DE VIH : 90 - 90 - 90

90 %

des personnes vivant avec le VIH doivent connaître leur statut sérologique

90 %

d'entre elles doivent recevoir un traitement anti-VIH

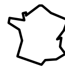
90 %

d'entre elles doivent avoir une charge virale indétectable

Aujourd'hui, grâce aux traitements anti-VIH et à un suivi médical régulier, les personnes séropositives ne transmettent plus le virus. Elles ont ce qu'on appelle une charge virale indétectable, c'est-à-dire une quantité de virus dans l'organisme tellement faible qu'il ne peut plus être transmis. Cette vérité scientifique est la base de la stratégie 90-90-90 posée comme étant la condition pour éradiquer l'épidémie de VIH à l'échelle mondiale : si 90 % des personnes vivant avec le VIH dans le monde étaient diagnostiquées, si 90 % d'entre elles étaient sous traitement et si 90 % étaient en charge virale indétectable, l'épidémie pourrait être éradiquée en quelques années.

En France, alors que nous sommes en mesure d'atteindre ces deux derniers objectifs, il nous reste d'importants efforts à faire en matière de diagnostic, donc de dépistage.

AIDES EN ACTIONS ET EN CHIFFRES



76
lieux de mobilisation en France métropolitaine et dans les départements français d'Amérique



2 207
militants-es

dont



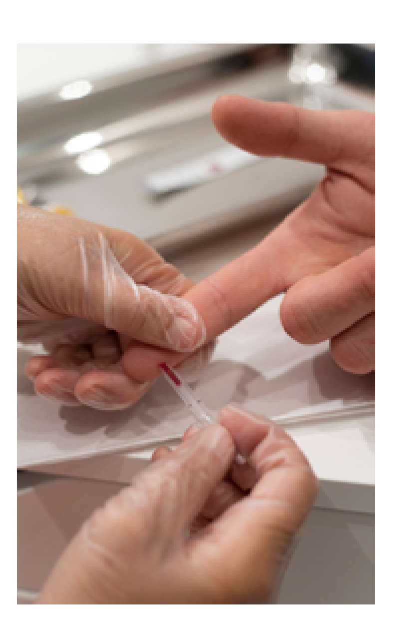
488
salariés-es



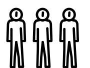
170 000
donateurs-rices

dont

145 000
en prélèvement automatique

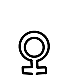


LES PERSONNES RENCONTRÉES



488 532
personnes

dont



24 %
de femmes cis

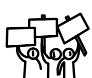


74 %
d'hommes cis



2 %
de personnes trans

NOS ACTIONS



30 023
actions



33 112
dépistages rapides du VIH

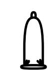


8 775
dépistages rapides du VHC

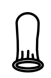


49 302
entretiens individuels

LE MATÉRIEL DISTRIBUÉ



1 008 264
préservatifs externes



56 035
préservatifs internes



1 802 246
seringues stériles



620 301
gels lubrifiants

LA FORMATION CONTINUE INTERNE



36
sessions de formation



651
militants-es formés-es

LES PERSONNES QUI NOUS SUIVENT





65 238
fans sur Facebook





170 511
followers sur Twitter



8 073
abonnés-es à la revue *Remaides*



17 157
abonnés-es à Seronet



988 759
pages vues sur le site www.aides.org

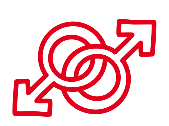
MOBILISER ET ACCOMPAGNER LES PUBLICS LES PLUS VULNÉRABLES

Le VIH et les hépatites concernent tout le monde. Cependant, les données épidémiologiques montrent que certains groupes de population sont davantage exposés que d'autres. En cause : la précarité, l'exclusion, l'éloignement des systèmes de soins, les discriminations ou encore, les stigmatisations. Autant de facteurs qui parfois se cumulent et augmentent de façon considérable leur vulnérabilité. Ces publics appelés « populations clés » concentrent la majeure partie de nos actions.

Ils-elles sont migrants-es, usagers-es de drogues, détenus-es, travailleurs-ses du sexe, personnes trans, habitants-es des départements français d'Amérique, femmes ou encore hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH). L'ensemble des données présentées ici sont issues de notre outil interne de recueil de données qui permet de suivre et d'évaluer notre activité au niveau national, auprès de chacun de ces publics.

ACTION
Cadre dans lequel s'impliquent les militants-es de l'association, auprès des populations vulnérables au VIH ou aux hépatites, dans un but de transformation sociale, ou bien pour la vie associative interne.

ENTRETIEN
Échange approfondi permettant d'aborder des éléments précis de la vie de la personne (sa santé, sa sexualité, sa consommation de produits, etc.)



LES HOMMES AYANT DES RELATIONS SEXUELLES AVEC D'AUTRES HOMMES (HSH) REPRÉSENTENT



19 %
des actions



34 %
des entretiens individuels réalisés

9 978
dépistages VIH
dont

1,1 %
positifs



17 012
entretiens individuels
dont



9 %
des entretiens réalisés en virtuel (applications, sites internet, etc.)



LES PERSONNES NÉES À L'ÉTRANGER REPRÉSENTENT



8 %
des actions



38 %
des entretiens individuels réalisés



12 768
dépistages VIH
dont

0,96 %
positifs

42 %
des personnes migrantes reçues en entretien déclarent être en situation de précarité



LES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH OU UNE HÉPATITE (PVVIH/PVVH) REPRÉSENTENT



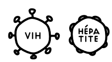
9 %
des actions



10 %
des entretiens individuels réalisés



Parmi les PVVIH et PVVH rencontrées en entretien



4 %
sont coïnfectées (2 % coïnfectées au VIH et VHC, et 2 % coïnfectées au VIH et VHB)

48 %
déclarent être en situation de précarité



LES TRAVAILLEURS-SES DU SEXE REPRÉSENTENT



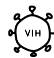
6 %
des actions
dont



36 %
sur leur lieu de travail



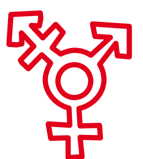
1 835
dépistages VIH
dont



1,1 %
positifs

8 %
des entretiens individuels réalisés

67 %
des personnes reçues en entretien déclarent être en situation de précarité



LES PERSONNES TRANS REPRÉSENTENT


0,25 %
de nos actions


2 %
des entretiens individuels réalisés


235
dépistages VIH
dont

2,55 %
positifs


Parmi les personnes trans reçues en entretien individuel


67 %
déclarent être en situation de précarité

85 %
sont des femmes


68 %
sont nées à l'étranger

40 %
sont séropositives au VIH

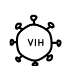


LES PERSONNES USAGÈRES DE DROGUES REPRÉSENTENT


35 %
des actions

14 %
des entretiens individuels


4 811
dépistages
(VIH et VHC)


0,72 %
de dépistages VIH positifs


4,8 %
de dépistages VHC positifs


38 %
des personnes reçues en entretien déclarent être en situation de précarité

PRINCIPAUX PRODUITS CONSOMMÉS (PARMI LES USAGERS-ES DE DROGUES DANS NOS CAARUD)




la cocaïne (61 %),
le cannabis (50 %),
l'alcool (50 %),
l'héroïne (36 %)
le crack (33 %).



LES PERSONNES INCARCÉRÉES REPRÉSENTENT


2,9 %
des actions

1,4 %
des entretiens individuels

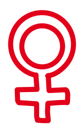


479
dépistages VIH
dont aucun résultat positif


Parmi les détenus-es rencontrés-es en entretien


5 %
sont séropositifs-ves au VHC

47 %
des personnes reçues en entretien déclarent être en situation de précarité



LES FEMMES REPRÉSENTENT


29 %
des entretiens individuels


24 %
des personnes rencontrées au cours des actions sont des femmes



9 088
dépistages VIH
dont

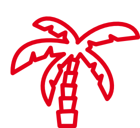
0,6 %
positifs


Parmi les femmes reçues en entretien

33 %
déclarent être en situation de précarité


52 %
sont nées à l'étranger, dont la majorité dans un pays d'Afrique subsaharienne


22 %
sont des travailleuses du sexe



LES PERSONNES VIVANT DANS LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS D'AMÉRIQUE REPRÉSENTENT

TOTAL

4 %
des actions

1 198
actions

5 091
entretiens

18 %
de tous les résultats positifs au VIH rendus

GUYANE

2 511
entretiens individuels

2 084
dépistages VIH
dont

1,2 %
positifs

MARTINIQUE

1 442
entretiens individuels

1 328
dépistages VIH
dont

0,45 %
positifs

GUADELOUPE/ SAINT-MARTIN

1 138
entretiens individuels

666
dépistages VIH
dont

1,05 %
positifs

LES TEMPS FORTS DE 2018

En 2018, AIDES a maintenu le cap d'une action forte et offensive en faveur de l'accès de tous-tes, partout, aux droits, aux soins et à vivre librement et dignement. Voici un petit tour d'horizon de quelques moments clés.

2018, L'ANNÉE DE LA PREP!



La Prep (Prophylaxie pré-exposition) représente une avancée majeure en matière de prévention contre le VIH et devrait contribuer fortement à faire baisser les contaminations dans les prochaines années. Encore trop peu utilisé, car peu connu ou pas assez accessible, cet outil doit être massivement promu dans les communautés les plus exposées au VIH. AIDES est l'un des piliers de son déploiement en France : elle est à l'initiative de la toute première campagne nationale d'information sur la Prep.
Lancée en juillet 2018, la campagne PrEP4Love met en scène différents couples incarnés par des militants-es de AIDES et leurs proches, avec le slogan : « Un comprimé par jour vous protège du VIH ». Trois visuels ont été conçus, ainsi que trois films en noir et blanc. Relayée partout en France via une campagne d'affichage et les réseaux sociaux, PrEP4Love a également bénéficié d'un retentissement important dans les médias. Ainsi, la page dédiée à la campagne sur le site internet de l'association a été la plus visitée au cours de l'année 2018.
En parallèle, AIDES a également revu entièrement le guide *La Prep, mode d'emploi*, dans sa structure et dans son contenu : 40 000 exemplaires ont été distribués.

ÉTRANGERS-ES MALADES: DES DROITS POUR TOUS-TES !

Les personnes étrangères cumulent des facteurs d'exclusion liés à leurs statut sérologique, origine ethnique, orientation sexuelle ou identité de genre, situation administrative, juridique, socio-économique, et sont de fait particulièrement exposées au VIH et aux hépatites virales. Du 2 au 4 novembre 2018, AIDES a organisé une Conférence de mobilisation des communautés immigrantes originaires d'Afrique subsaharienne.
Ont été abordées, au cours des échanges : la place de l'approche communautaire en réponse à l'épidémie ; les bénéfices de la médiation en santé ; des pistes pour répondre aux besoins de ces communautés et pour lutter contre la sérophobie ou s'approprier les nouvelles stratégies de prévention.
L'association s'est aussi battue pour leurs droits, avec en ligne de mire le titre de séjour pour soins. Depuis que la délivrance de ce document a été confiée à l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Offi), sous tutelle du ministère de l'Intérieur, la logique de maîtrise des flux migratoires prévaut sur les considérations de santé individuelle et publique.
AIDES a dénoncé cette dérive et exigé l'accès au séjour pour toutes les personnes gravement malades, ainsi que la reprise en mains de l'évaluation médicale par les services du ministère de la Santé.

IAS 2018: POUR L'ACCÈS UNIVERSEL AUX TRAITEMENTS ET OUTILS DE PRÉVENTION

En 2018, la Conférence internationale scientifique sur le VIH/sida de l'International AIDS Society (IAS) s'est tenue à Amsterdam du 23 au 27 juillet. Axée sur le thème *Breaking Barriers, Building Bridges*, elle a rappelé l'urgence de lever les barrières

idéologiques, politiques et structurelles qui restreignent l'accès universel aux traitements et aux outils de prévention. AIDES a souligné la nécessité de mettre en place une politique migratoire respectueuse des personnes et de leur santé, de garantir l'accès universel à l'innovation thérapeutique et à des traitements abordables financièrement, et d'adopter des politiques des drogues pensées pour les personnes et leur santé.

DISCRIMINATIONS : DES AVANCÉES, DES RÉSISTANCES

AIDES est mobilisée à 100 % contre les discriminations touchant les personnes LGBTI, mais aussi les personnes séropositives, toujours très stigmatisées.
L'association se bat en particulier pour l'égalité d'accès à certaines écoles et institutions. Le référentiel Sigycop est emblématique : cet outil permet d'établir un profil pour juger si une personne est médicalement « apte » à intégrer l'armée, la gendarmerie ou la police nationale.
AIDES réclame son abandon depuis qu'elle a découvert son existence en 2015. Elle a été auditionnée à ce sujet en décembre 2018 par la Mission parlementaire d'information sur l'évaluation des dispositifs de lutte contre les discriminations au sein des forces armées, et a également rencontré le Défenseur des droits. Son plaidoyer en faveur de la fin des discriminations a déjà permis l'assouplissement des critères d'entrée à l'École polytechnique et à l'École nationale de la magistrature.

LANCEMENT DES ACTIONS DE MOBILISATION AUTOUR DU FONDS MONDIAL

La prochaine Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme se déroulera à Lyon le 10 octobre 2019. Lors de cette rencontre déterminante, les États les plus riches décideront du montant de leur contribution au Fonds mondial pour la période 2020-2022. AIDES est décidée à mener une campagne active pour exiger des pays donateurs – au premier rang desquels la France, hôte de l'événement – des engagements à la hauteur de l'objectif d'éradication des trois pandémies à l'horizon 2030.
L'association a préparé le terrain dès 2018 avec une première campagne de communication, plusieurs temps de sensibilisation et le lancement d'une pétition, le 1er décembre 2018, demandant aux chefs-fes d'État et de gouvernement de traduire en actes leurs promesses de financements.



LIVRE BLANC *GARANTIR L'ACCÈS, MAÎTRISER LES PRIX*

Publié par AIDES en partenariat avec sept organisations, le livre blanc *Garantir l'accès, maîtriser les prix* répond à la nécessité d'un travail d'analyse et de propositions vis-à-vis des politiques relatives aux médicaments et d'une réaffirmation des valeurs démocratiques garantissant un système de santé solidaire. Les associations rappellent également l'importance d'être mieux associées aux échanges et réflexions instaurés par les autorités publiques afin d'y faire valoir et de partager leur expertise.

PRÉVENTION ET DÉPISTAGE : DE NOUVELLES AMBITIONS

—

L'accès facilité à des traitements efficaces, depuis une vingtaine d'années, a pu donner l'impression que le combat contre les épidémies était gagné. Si nous possédons tous les outils et dispositifs pour y mettre fin, il reste encore beaucoup à faire pour garantir à chacun-e l'accès à tous les moyens de prévention, aux dépistages, aux traitements et aux services adaptés aux besoins spécifiques des populations clés.
Face à une épidémie qui ne faiblit pas, AIDES intensifie ses efforts et déploie, à grande échelle, de nouvelles solutions pour améliorer la prévention et faciliter le dépistage du VIH, et des autres IST.
Présente sur l'ensemble du territoire, mais agissant également à distance, via les supports numériques en particulier, AIDES va au-devant de tous les publics concernés.

UNE DÉMULTIPLICATION DES OFFRES DE DÉPISTAGE

Le dépistage est un élément déterminant de la lutte contre le VIH et le VHC. Plus tôt est dépistée une personne infectée, plus tôt peut démarrer sa prise en charge médicale. Plus tôt, également, s'arrête la chaîne de contaminations. AIDES a fait de cet enjeu la pierre angulaire de son action et propose une offre de dépistage diversifiée dans l'ensemble de ses axes d'intervention et projets. Cette tâche a été facilitée par les récents progrès en matière d'accès au dépistage, en particulier avec les Trod (Tests rapides d'orientation diagnostique) et les autotests.

33 112
Trod VIH

8 775
Trod VHC

8 341
tests VIH/VHC combinés

2,1 %
de résultats positifs parmi les dépistages rapides VHC

0,6 %
de résultats positifs parmi les dépistages rapides VIH

21 %
des personnes testées positivement n'avaient jamais réalisé de test VIH

Si les tests de dépistage du VIH et du VHC sont plus accessibles, fiables et rapides que jamais, deux défis sont encore à relever : la réduction du délai entre l'infection et le diagnostic, et la nécessité de dépistages réguliers. Le développement des Trod a facilité le dépistage à grande échelle. Entre 2017 et 2018, le nombre de Trod VHC réalisé par AIDES a quasiment doublé, témoignant de l'appropriation rapide de cet outil. AIDES réalise des actions de dépistage partout en France et cible en premier lieu les populations exposées aux risques (HSH, personnes migrantes, usagers-es de drogues, travailleurs-ses du sexe, personnes trans). En cas de résultat positif, l'association propose un test de confirmation, puis une première consultation médicale, suivie d'un accompagnement personnalisé.

TROD : VERS UNE « 4e GÉNÉRATION » ENCORE PLUS PERFORMANTE

En 2018, AIDES a participé à la diffusion du Trod dit « de 4e génération ». En plus des anticorps détectés par le Trod de 3e génération utilisé par AIDES, celui-ci détecte l'antigène p24, une protéine apparaissant dans le sang 16 à 40 jours après la contamination. Cela permet un dépistage plus précoce que le Trod VIH « classique » qui est réalisé trois mois après la prise de risque. La personne qui découvre son infection par le VIH peut donc bénéficier d'un traitement précoce qui permettra de stopper plus rapidement la chaîne de contaminations. Cela constitue une plus-value par rapport aux Trod antérieurs. La lecture du résultat en 20 minutes, soit une durée proche du Trod VHC, a ainsi favorisé la mise en œuvre d'une offre combinée Trod VIH/VHC.
L'opportunité ouverte par le Trod de 4e génération est telle que l'association a décidé, en 2018, de le proposer à l'ensemble des publics cibles qu'elle rencontre après l'avoir testé exclusivement sur le public HSH en 2017.

AUTOTEST VIH : PREMIÈRES LEÇONS DE L'EXPÉRIMENTATION

AIDES a opté pour la délivrance gratuite de l'autotest VIH, le considérant comme un instrument clé de lutte contre le sida. Les militants-es de l'association peuvent le distribuer. Il est intégré dans la palette des actions de AIDES, qui en a distribué 6 338 en 2018, soit près de cinq fois plus que l'année précédente. AIDES milite aujourd'hui pour l'envoi de l'autotest par voie postale, afin d'atteindre les publics ne fréquentant pas les lieux de distribution. Toute personne dont le Trod a révélé un résultat négatif se voit systématiquement proposer des autotests afin de réaliser un dépistage régulier. En complément, l'association a créé la plate-forme jemedepiste.com qui permet de programmer un rappel automatique des échéances de dépistage (cf. p. 29).



LA PREP, NOUVEAU MOTEUR DE LA PRÉVENTION

Pour les personnes séronégatives, la prise d'antirétroviraux en préventif, la Prep (Prophylaxie pré-exposition), constitue un outil hautement efficace contre le VIH, à condition d'être prise correctement. La Prep s'adresse aux personnes les plus exposées au VIH. Couplée à un suivi médical et à des dépistages réguliers des infections sexuellement transmissibles (IST), elle permet de les diagnostiquer et de les traiter plus rapidement, y compris quand elles sont asymptomatiques. Atout majeur pour faire baisser le nombre de nouvelles contaminations et donner à chacun-e la possibilité de maîtriser sa prévention, AIDES est l'un des piliers du déploiement de la Prep en France.

En février 2015, la présentation des résultats de l'essai français *Ipergay* réalisé avec AIDES a validé l'efficacité des traitements antirétroviraux en préventif pour éviter la transmission du VIH chez les HSH. Cela a permis de relancer la demande portée par AIDES aux autorités sanitaires depuis 2013 : autoriser la prescription de ce nouvel outil de prévention pour les populations les plus exposées au VIH. Marisol Touraine, alors ministre de la Santé, avait annoncé à l'Assemblée nationale sa décision de faire prendre en charge la Prep à 100 % par l'Assurance Maladie à partir de janvier 2016. Une belle victoire pour AIDES ! En 2018, nous avons redoublé d'efforts pour amplifier sa diffusion : campagne de communication, réunions d'information et d'échange, brochures et formation des militants-es.



L'association a entièrement révisé son guide *La Prep mode d'emploi*, en y intégrant les avancées récentes (nouveau cadre réglementaire, simplification des critères et du parcours pour accéder à la Prep, etc.), puis l'a diffusé largement. 40 000 exemplaires ont été remis aux utilisateurs-rices de la Prep ainsi qu'à des structures prescriptrices (services hospitaliers, Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic – Cegidd).

AIDES a par ailleurs élaboré, en partenariat avec le Comité Éducation et Prévention pour la santé de l'Ordre des pharmaciens (Cespharm), un guide Prep spécifique destiné à améliorer la connaissance et l'appropriation de la Prep par les pharmaciens-nes.

Enfin, AIDES a lancé en 2015 et anime depuis lors PrEP'Dial, le plus important groupe d'entraide et d'auto-support francophone consacré à la Prep sur Facebook. C'est un espace de partage d'informations où les « prepeurs-ses » peuvent parler librement de leurs pratiques et de leur expérience du traitement préventif, et poser leurs questions (cf. p. 29).



VERS UNE APPROPRIATION PLUS LARGE DE LA PREP

Pour AIDES, assurer une visibilité maximale de la Prep est un enjeu de premier ordre. Pour la faire connaître plus largement aux publics cibles, AIDES a lancé une campagne nationale PrEP4Love, organisé à Paris et en région des temps d'échanges de pratiques sous forme de jeux de rôles pour présenter cette offre, ainsi que deux conférences RéLOVution (à Annecy et Paris) à destination des acteurs de la communauté gay/HSH (Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes).

2 943
entretiens Prep menés en 2018 auprès de

2 372
personnes

36 ans
d'âge moyen

92 %
de HSH

DEUX SOMMETS PHARES À AMSTERDAM

AIDES a soutenu et participé au premier PrEP Summit européen, les 9 et 10 février 2018, qui réunissait l'ensemble des organisations européennes de lutte contre le VIH, ainsi que des participants-es des États-Unis et d'Australie. Cette rencontre fondatrice avait pour objet la recherche collective de solutions pour accélérer le déploiement de la Prep gratuite ou subventionnée. De nombreuses organisations regrettent l'indisponibilité de la Prep dans leur pays, en dépit de l'autorisation de mise sur le marché et de leur mobilisation active.

En outre, les participants-es dans leur ensemble ont témoigné de leur difficulté à toucher des publics autres que les HSH (personnes trans, personnes migrantes ou étrangères, femmes). La présentation des expériences les plus abouties en matière de promotion et de distribution de la Prep était d'autant plus pertinente et attendue.
Les actions mises en œuvre par AIDES en France, premier pays au monde à avoir intégralement pris en charge la Prep via son système de sécurité sociale, ont été saluées par l'assemblée. Son exemple, et celui d'autres pays, a ouvert des perspectives pour les pays moins avancés en la matière. AIDES a également participé à la Conférence internationale scientifique sur le VIH/sida de l'International AIDS Society (IAS) du 23 au 27 juillet 2018 (cf. p. 34) qui, tous les deux ans, réunit les acteurs-rices de la lutte contre le VIH/sida (chercheurs-ses, médecins, activistes, etc.) afin de faire le point sur les dernières avancées en matière de recherche. À cette occasion, l'association a pu faire valoir sa forte mobilisation en faveur de la Prep.

USAGERS-ES DE DROGUES: RÉDUIRE LES RISQUES

Les consommateurs-rices de drogues demeurent exposés-es à la contamination au VIH et aux hépatites. Très mobilisées sur cette question, les équipes de AIDES sur le terrain accueillent et accompagnent les usagers-es dans un objectif de réduction des risques (RDR). Si les actions se déroulent le plus souvent dans les locaux de l'association, les militants-es vont également au-devant des publics afin de toucher des personnes plus éloignées des structures d'accompagnement. Ils-elles appliquent notamment le principe d'« aller vers » qui consiste à se rendre dans les lieux de vie et de socialisation.

138
séances d'Aerli organisées en 2018 auprès de
62
personnes

CHEMSEX : MOBILISATION FORTE FACE À L'URGENCE

Ces dix dernières années, un nombre croissant de personnes ont adopté des pratiques associant relations sexuelles et prise de produits psychoactifs, ou « chemsex ». Ce phénomène est à mettre en lien avec l'essor des applications de rencontre et l'accès facilité aux drogues de synthèse sur Internet. Ces pratiques, qui touchent en particulier les HSH, induisent des risques élevés de surdoses ou de contaminations au VIH, aux hépatites et autres IST par le partage du matériel d'injection. AIDES s'est emparée du sujet en intégrant la thématique chemsex à toutes les actions destinées aux publics cibles, en formant son réseau à l'identification des besoins des personnes et en nouant des partenariats avec des réseaux d'addictologie, afin d'apporter des réponses adaptées. L'association intervient ainsi de manière préventive, à travers des rencontres avec les chemsexeurs (entretiens individuels de réduction des risques, échanges entre pairs, groupes de parole), des supports de prévention en ligne (cf. p. 28) et des documents à vocation pédagogique (publication *Organiser un plan safe*, brochures sur la prévention sexuelle et la RDR).

1433
chemsexeurs rencontrés en 2018

1031
entretiens individuels de réduction des risques réalisés

176
actions

393
personnes réunies lors d'échanges entre pairs ou de groupes de parole

AERLI : UNE MONTÉE EN CHARGE À CONFIRMER

La consommation de produits psychoactifs par injection accroît fortement le risque de contamination au VIH et au VHC. Afin de mieux sécuriser ces pratiques, AIDES propose depuis quelques années des séances d'Accompagnement et d'éducation aux risques liés à l'injection (Aerli). Celles-ci ont un impact important, puisque 63 % des participants-es considèrent pouvoir mettre en pratique les conseils et connaissances acquises, et 52 % pouvoir les transmettre. De plus en plus plébiscitées par les usagers-es de drogues, ces séances ont connu une hausse de 37 % en 2018. La mise en place du suivi Aerli via Sinata (système d'information de AIDES) a permis de documenter l'accompagnement des personnes rencontrées et de répondre plus précisément à leurs besoins.
En Occitanie, un travail collectif a été mené en interne pour favoriser le déploiement du dispositif. En échangeant sur les pratiques, en se réappropriant le cadre d'intervention et en l'adaptant au contexte local, les équipes ont augmenté le nombre de séances Aerli.

SE MOBILISER AUX CÔTÉS DES PERSONNES CONCERNÉES

Les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) ou avec un virus de l'hépatite (PVVH) doivent relever plusieurs défis: devenir autonomes dans la gestion de leur maladie, faire valoir leurs besoins et droits auprès des structures sociales et médicales, surmonter les discriminations et les stigmatisations.
AIDES propose un certain nombre d'actions ou dispositifs (permanences d'accueil, accompagnement physique pour les démarches administratives et sociales, accueil spontané, etc.) pour permettre aux personnes séropositives d'accéder aux traitements, de mener l'existence la plus normale possible et de devenir actrices de la lutte menée collectivement contre le VIH et les hépatites.

COMMUNAUTÉS ORIGINAIRES D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE : UNE CONFÉRENCE POUR MIEUX PRÉVENIR ET TRAITER

Fidèle à sa stratégie visant à impliquer l'ensemble des publics concernés dans la lutte contre le VIH et le VHC, AIDES a organisé à Paris, du 2 au 4 novembre 2018, une Conférence de mobilisation des communautés immigrantes originaires d'Afrique subsaharienne. 56 participants-es s'y sont retrouvés-es, représentant 23 associations dont 13 membres du Réseau des associations africaines et caribéennes de lutte contre le sida (RAAC-Sida).
L'événement avait pour objectif central l'identification de leviers à activer pour mobiliser plus fortement les communautés immigrantes originaires d'Afrique subsaharienne dans la lutte contre la pandémie. Il a permis d'échanger sur des questions telles que : l'enjeu de l'approche communautaire ou les bénéfices de la médiation en santé, les exemples d'actions concrètes, la définition d'un certain nombre de recommandations et d'engagements pour répondre aux besoins de ces communautés (lutte contre la sérophobie, appropriation des nouvelles stratégies de prévention).
Un comité de suivi a été mis en place afin d'accompagner la restitution des principaux enjeux soulevés auprès des différents-es acteurs-rices concernés-es (décideurs-ses, soignants-es, structures mobilisant et accompagnant ce public).

AFFINER LES PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT EN SANTÉ SEXUELLE

Pour AIDES, la prise en compte de la santé sexuelle des personnes et leur accompagnement vers une plus grande autonomie en la matière sont des aspects prioritaires. L'association privilégie une approche centrée sur les besoins identifiés localement et promeut des démarches de diagnostic territorial, à partir desquels sont élaborés des projets d'accompagnement de parcours en santé sexuelle, répondant aux besoins des publics les plus vulnérables.
L'offre en santé sexuelle est un projet qui consiste à proposer un accompagnement en santé sexuelle dans la durée aux groupes les plus exposés au VIH, aux hépatites virales et aux IST ainsi qu'aux personnes vivant avec le VIH et/ou une hépatite virale. Cette offre vise à réduire les inégalités sociales d'accès à la santé sexuelle. Selon les territoires, l'intervention peut être centrée sur les travailleurs-ses du sexe, les personnes migrantes, les femmes précaires ou les consommateurs-rices de produits psychoactifs.
En 2018, 159 personnes ont été accompagnées dans le cadre des parcours en santé sexuelle.

LES SPOT : UNE EXTENSION DE L'OFFRE EN SANTÉ SEXUELLE



En créant les SPOT, AIDES a voulu mettre à la disposition des personnes les plus exposées au VIH et aux IST (HSH, personnes trans, travailleurs-ses du sexe, personnes migrantes, etc.) des lieux offrant un accompagnement et une prévention de qualité dispensés par des acteurs-rices communautaires et des soignants-es professionnels-les, dans un cadre convivial et sur des plages horaires adaptées aux besoins des personnes.
Trois SPOT ont ouvert à ce jour, à Paris (SPOT Beaumarchais), Marseille (SPOT Longchamp) et Nice (SPOT Marshall), dans les deux régions métropolitaines les plus touchées par le VIH/sida (Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Ces lieux proposent une offre globale en prévention et en santé sexuelle : dépistage, distribution de préservatifs, administration de traitements préventifs et d'urgence contre le VIH, vaccination contre les hépatites A et B, consultations en psychologie, sexologie et addictologie, conseils en RDR, etc. L'écoute, la bienveillance, le respect de la confidentialité, le cadre chaleureux et la possibilité de bénéficier d'entretiens réguliers favorisent un accompagnement dans la durée des parcours de santé sexuelle.
L'ouverture en novembre 2018 du SPOT de Nice s'est faite en réponse à une situation épidémiologique préoccupante et une demande croissante en termes de dépistage et de consultations orientées vers la Prep, l'addictologie, la sexologie et la proctologie.

Femmes et VIH : données et actions

En France, les femmes dépistées positives au VIH en 2018 étaient âgées en moyenne de 38 ans. 55 % d'entre elles s'estimaient en situation de précarité. 15,1 % des femmes africaines infectées par le VIH après leur arrivée en France ont subi des violences sexuelles, contre 3,5 % chez les femmes non infectées. Pour rappel, les femmes représentent 51 % de la population adulte vivant avec le VIH dans le monde, et 60 % des jeunes séropositifs-ves. Le sida reste la première cause de mortalité chez les femmes de 15 à 44 ans. La transmission lors de relations hétérosexuelles est le principal vecteur de contamination (54 % en 2015).

8 MARS : LES FEMMES AU CŒUR DE L'ACTION

Les femmes représentent 30 % des nouvelles découvertes de séropositivité en France. Elles font face à un risque d'infection par le virus du VIH deux à quatre fois supérieur à celui des hommes.
Cette vulnérabilité accrue résulte notamment du sexisme, de violences de genre, des inégalités économiques entre les femmes et les hommes, et du manque d'accès aux outils de prévention du VIH (préservatifs, Prep). Leur mobilisation et la reconnaissance de leurs besoins spécifiques sont donc essentielles pour venir à bout de l'épidémie.



Lutter pour les droits des femmes, c'est aussi lutter contre le VIH. À AIDES, les femmes ont toujours été présentes et mobilisées. Ses 826 militantes portent et organisent des actions locales et concrètes de plus en plus nombreuses en direction des autres femmes.
En novembre 2017, une soixantaine d'entre elles s'étaient réunies lors des rencontres Femmes en Action afin d'évoquer la lutte au féminin contre l'épidémie, mais aussi de se former, de renforcer leurs capacités individuelles et collectives, et de produire des outils de mobilisation. Ces derniers ont été mis en ligne sur le site web et les réseaux sociaux de l'association le 8 mars 2018. Les internautes ont ainsi pu découvrir le film *À tire d'Elles*, où des militantes témoignent de leur parcours dans AIDES ainsi que de leurs difficultés et leurs souhaits, leurs combats.
Parmi les défis à relever, les militantes de l'association rappellent la trop faible prise en compte des femmes dans les travaux de recherche et les essais cliniques (15 à 20 %). Une participation plus importante favoriserait pourtant la mise au point de traitements adaptés à leur profil biologique.

80 078 femmes rencontrées en 2018, soit

24 % des personnes

183 actions réalisées en direction spécifiquement des femmes, soit 19 % de plus qu'en 2017

56 % des actions se sont déroulées au local de AIDES, et

44 % en *outreach*

LES UNIVERSITÉS DES PERSONNES SÉROPOSITIVES : UN ESPACE DE PAROLE LIBRE

Du 15 au 19 mars 2018, la ville d'Obernai, en Alsace, a accueilli 65 participants-es de l'Université des personnes séropositives (UPS). Organisée chaque année par AIDES, cette rencontre très attendue par les PVVIH, tous profils confondus, offre un espace de parole précieux autour de la séropositivité, un sujet souvent difficile à aborder ailleurs. Ces quelques journées très fortes en émotions permettent d'échanger sur le vécu des uns-es et des autres, notamment les difficultés rencontrées sur les plans social (discriminations, précarité), médical (accès aux traitements) et administratif (accès aux aides, à un logement). L'UPS contribue à renforcer la capacité des personnes à prendre soin d'elles-mêmes et des autres.
L'édition 2018 a évoqué la sous-représentation des femmes dans les essais cliniques, les expérimentations — parfois personnelles — d'allègement thérapeutique, ainsi que la situation spécifique des personnes migrantes, présentes en nombre, qui ont pu témoigner de leurs parcours. Plus éloignées de l'accès aux droits et aux soins, celles-ci aspirent en particulier à une meilleure qualité de prise en charge et à une meilleure reconnaissance sociale.
À l'issue de la rencontre, les participants-es ont manifesté le désir de s'impliquer dans de futures actions de AIDES.

RENFORCER L'AUTONOMIE DES PERSONNES

Permettre aux personnes séropositives de gagner en autonomie est une des missions historiques de AIDES. L'enjeu est qu'elles puissent opérer leurs propres choix pour préserver ou améliorer leur santé. L'association met en place un certain nombre d'actions et dispositifs en ce sens, qu'elle adosse à la loi de modernisation de la Sécurité sociale de 2016 et en particulier, à l'article 92 prévoyant la mise en œuvre de projets d'accompagnement sanitaire, social et administratif pour les personnes souffrant d'une maladie chronique. En 2017-2018, AIDES a ainsi lancé trois projets : l'accompagnement à l'autonomie en santé des travailleurs-ses du sexe en Nouvelle-Aquitaine, l'accès et le maintien dans le soin des PVVIH en zone isolée et confrontées à des difficultés de compréhension en Guyane, et la prévention 2.0 en Centre-Val de Loire. Ces projets contribuent à diversifier les stratégies de prévention et de soin de l'association, et à renforcer son expertise en matière d'accompagnement.

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET THÉRAPEUTIQUE

Pour AIDES, la stabilité administrative et sociale des PVVIH-PVVH est aussi importante que leur prise en charge médicale. Pour répondre à leurs besoins, AIDES s'inscrit dans une approche de santé globale en mettant en place des accompagnements administratifs et sociaux, notamment d'obtention de logement, dans une optique de stabilité administrative et sociale, nécessaire pour mieux répondre aux besoins en santé. Plusieurs dispositifs le permettent : les Services d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) et les Appartements de coordination thérapeutiques (ACT) à Grenoble, à Saint-Martin et à Saint-Laurent du Maroni.
Les militants-es de AIDES accompagnent également les PVVIH étrangères dans leurs démarches d'accès à un titre de séjour pour soin. Vecteur de stabilité administrative, il leur permet de prendre soin d'elles-mêmes et de leurs proches, de suivre leur traitement, de voir leur charge virale diminuer et, à terme, de ne plus transmettre le virus.
À défaut de solutions suffisantes dans le droit commun, AIDES s'est dotée d'un dispositif de soutien au paiement des taxes préfectorales dont doivent s'acquitter les personnes malades étrangères, géré en partenariat avec Solidarité Sida. En 2018, 270 d'entre elles, atteintes du VIH et/ou d'une hépatite virale B ou C, ont bénéficié de ce dispositif. Les premières demandes de titres de séjour pour soins, qui correspondent à la sortie d'une période de grande précarité, concernent près des deux tiers du montant total attribué.

DES DROITS À DÉFENDRE, REVENDIQUER, FAIRE APPLIQUER

—

Malgré des avancées au fil des années, les personnes vivant avec le VIH ou le VHC restent dans certaines situations des «citoyens-nes de seconde zone». Dans la pratique, l'accès à l'emprunt et à l'assurance, au logement, à certaines formations et métiers, voire à certains professionnels-les de santé, demeure aléatoire. Et cela, en toute illégalité. AIDES a imposé tout au long de l'année ses revendications phares dans le débat public afin de défendre les droits des personnes, quels que soient leur profil, leur origine et leur statut administratif, et d'obtenir des avancées juridiques, médicales, administratives. Fin des discriminations dans l'accès à certaines formations, accès effectif à l'emprunt, levée de l'interdiction des soins funéraires, lutte contre le dévoiement du système des brevets par certains laboratoires, mise sur le marché de médicaments génériques, accès aux droits des personnes d'origine étrangère, les militants-es de AIDES n'ont pas ménagé leurs efforts pour poursuivre le travail de transformation sociale si chère à l'association.

DES DROITS À CONNAÎTRE ET À DÉFENDRE

Les PVVIH sont confrontées à beaucoup de difficultés dans l'exercice de leurs droits au quotidien. AIDES combat ces inégalités par un travail soutenu d'information et de revendication.



En 2018, l'association a poursuivi son travail d'identification des obstacles entravant l'accès aux droits ainsi que de plaidoyer pour les dénoncer et les surmonter.

AIDES promeut la mise en œuvre d'une véritable démocratie sanitaire, au sens de l'émancipation des malades, collectivement et individuellement, en tant qu'acteurs-rices de leur santé. Dès 1983, les PVVIH ont réclamé d'être associées aux décisions qui les concernaient dans les domaines de la recherche, de la prise en charge médicale et des politiques de santé.

Mais il y a encore beaucoup de progrès à faire pour ancrer la démocratie en santé dans la société. AIDES demande, par exemple, sa meilleure valorisation dans l'espace public et des moyens accrus pour accompagner et soutenir la démarche.

En 2017, 80 associations ont mis en place le réseau France Assos Santé afin de faire valoir et progresser les droits des patients-es et usagers-es du système de santé et ainsi, peser davantage dans ses orientations. Membre du conseil d'administration de ce réseau, AIDES participe également à ses groupes de travail consacrés à la protection sociale et à l'accès aux médicaments. Localement, des militants-es de l'association s'impliquent dans les travaux des Unions régionales des associations agréées d'usagers du système de santé (Uraass). Preuve de reconnaissance de la légitimité des associations, AIDES siège dans deux commissions de la Haute autorité de santé (HAS), dédiées l'une à l'évaluation économique et la santé publique, et l'autre à l'évaluation et l'amélioration de la qualité des établissements et services médicosociaux. Enfin, 32 militants-es de l'association ont été élus-es en 2018 au bureau de plusieurs Comités de coordination régionale de la lutte contre le VIH (Corevih), où ils-elles ont contribué à l'adoption des règlements intérieurs et à l'organisation des commissions.

UN ACCÈS PLUS ÉGALITAIRE À L'ASSURANCE ET À L'EMPRUNT

AIDES a mené en 2018 un travail de plaidoyer en faveur de la prise en compte des progrès thérapeutiques dans les modalités d'application de la convention AERAS (s'Assurer et emprunter avec un risque aggravé en santé) qui vise à améliorer l'accès au crédit pour les personnes malades. L'enjeu est de garantir (enfin) une réelle égalité de traitement dans l'accès des PVVIH à l'assurance emprunteur.

VERS LA FIN DE LA SÉLECTION DISCRIMINATOIRE DANS LA JUSTICE ET LES FORCES ARMÉES

Si le plaidoyer de AIDES a permis l'assouplissement des critères d'entrée à l'École polytechnique et à l'École nationale de la magistrature, l'association reste mobilisée contre le référentiel Sigycop. Cet outil permet d'établir le profil médical à partir duquel une personne est jugée apte à intégrer l'armée, la gendarmerie et la police nationale. Il contribue à exclure de fait les personnes séropositives. À ce sujet, AIDES a été auditionnée en décembre 2018 par la Mission parlementaire d'information sur l'évaluation des dispositifs de lutte contre les discriminations au sein des forces armées et a également pu rencontrer le Défenseur des Droits.

PERSONNES ÉTRANGÈRES : DES DROITS SPÉCIFIQUES, ESSENTIELS

Les personnes d'origine étrangère représentent une part importante des PVVIH et PVVHC en France. Elles cumulent les facteurs d'exclusion et de discriminations liés à leurs statut sérologique, origine ethnique, orientation sexuelle ou identité de genre, situation administrative, juridique, socio-économique. Elles sont précaires parmi les précaires.
Peu visibles, souvent poursuivies et harcelées faute de papiers, elles n'ont pas la possibilité de faire valoir leurs droits les plus fondamentaux. AIDES les accompagne concrètement en matière de santé sexuelle, de prévention, d'accès aux soins, se mobilise pour leurs droits et contre les obstacles légaux qu'elles rencontrent.

ASILE ET IMMIGRATION: MOBILISATION CONTRE UN PROJET DE LOI INIQUE ET DANGEREUX

En 2018, AIDES a exprimé son opposition au projet de loi Asile et Immigration, qui constituait une menace pour la santé des personnes étrangères et donc, pour la santé publique.
L'association a en effet constaté une inquiétante dérive répressive, marquée par le durcissement des conditions d'obtention du titre de séjour pour soins, le raccourcissement des délais de demande d'asile et de recours, l'allongement de la durée maximale de rétention et des risques d'expulsion.
Observant les effets concrets de cette évolution politique et législative, AIDES a mené un intense travail de plaidoyer auprès des autorités publiques, notamment de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), afin d'inverser la tendance.
Le 17 mai, Journée mondiale de lutte contre les LGBTI-phobies, l'association a dénoncé dans les médias les conséquences dramatiques de cette loi et son incompatibilité avec l'objectif d'éradiquer l'épidémie de sida à l'horizon 2030.

TITRE DE SÉJOUR POUR SOINS : UN SÉSAME MENACÉ

Des militants-es de AIDES se sont rassemblé-es devant l'Ofii, le 14 juin 2018, pour manifester leur opposition au tour de vis sécuritaire et répressif du gouvernement à l'encontre des PVVIH d'origine étrangère : entre 2017 et 2018, 23 d'entre elles ont vu leur demande de titre de séjour pour soins rejetée, et ont fait l'objet d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF).



La mobilisation de AIDES a débouché sur un rendez-vous avec la direction de l'Ofii. L'association a exigé une garantie d'accès au séjour pour les personnes gravement malades originaires de pays n'offrant aucune garantie d'accès aux soins, ainsi que l'arrêt des décisions arbitraires. Elle a également réclamé la reprise en mains de l'évaluation médicale par les services du ministère de la Santé. Depuis le transfert de l'évaluation médicale des demandes de titre de séjour pour soins à l'Ofii, sous tutelle du ministère de l'Intérieur, prévaut en effet une logique de maîtrise des flux migratoires, au détriment de considérations de santé individuelle et publique.
AIDES a rappelé que la protection des malades étrangers-es n'était pas une mesure humanitaire, mais la base d'une politique de santé publique efficace.

DROIT D'ASILE DES LGBTI : MOBILISATION POUR MOUSSA !

AIDES s'est mobilisée activement contre l'expulsion vers la Guinée d'un de ses militants-es, Fodé Moussa Camara. La mobilisation du réseau, le plaidoyer et une campagne médiatique lui ont provisoirement permis d'échapper au renvoi vers son pays d'origine, où sa vie est menacée.

Ayant fui en 2015 la Guinée, où il risquait une peine de trois à sept ans de prison pour homosexualité, Moussa a déposé une demande d'asile en France, qui lui a été refusée.
Sous le coup d'une procédure d'expulsion en mai 2018, il a refusé d'embarquer et a été condamné à deux mois de prison ferme et à deux ans d'interdiction d'entrée sur le territoire français.
En juillet 2018, l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) a rejeté sa demande d'asile une deuxième fois, malgré de nouveaux éléments apportés à son dossier. Son dernier espoir réside dans le recours déposé devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). AIDES continue à réclamer sa régularisation, ainsi que sa protection et celle de toutes les personnes migrantes risquant leur vie dans leur pays d'origine en raison de leur orientation sexuelle.

DES MARCHES DES FIERTÉS SOUS LE SIGNE DES DROITS DES MIGRANTS-ES

Chaque année, partout en France, les marches des fiertés sont l'occasion de revendiquer, de manière festive, l'égalité des droits entre les personnes hétérosexuelles et les personnes LGBTI. En 2018, AIDES a réaffirmé ce principe élémentaire : « Plus de droits = moins de VIH ! »
En effet, partout où les droits des personnes LGBTI sont reconnus, et la prévention et les soins correctement assurés, le VIH recule. L'association a plus spécifiquement dénoncé les conséquences dramatiques du projet de loi Asile et Immigration, réaffirmé la nécessité d'une politique d'accueil protectrice, digne et humaine des personnes migrantes LGBTI, et réclamé l'adoption de dispositifs de protection pour les personnes originaires de pays homophobes et transphobes. Protéger les migrants-es LGBTI, c'est aussi lutter contre le sida !

INNOVATIONS THÉRAPEUTIQUES ET PRIX DU MÉDICAMENT

AIDES poursuit son engagement en faveur de l'accès de tous-tes aux traitements existants.
L'enjeu est, d'une part, de permettre la commercialisation effective, à un coût raisonnable, des génériques efficaces et d'autre part, d'améliorer l'accès aux innovations thérapeutiques.

UNE DEUXIÈME VICTOIRE POUR LES GÉNÉRIQUES DU TRUVADA

En 2017, à la suite d'une décision de justice autorisant la commercialisation des génériques du Truvada, le laboratoire Gilead avait contre-attaqué en arguant d'un certificat complémentaire de protection qui prolongeait son brevet pendant trois ans. Le 8 juin 2018, le Tribunal de grande instance de Paris a définitivement débouté Gilead. Les génériques de ce traitement antirétroviral peuvent donc continuer à être commercialisés en France. Pour AIDES, qui dénonçait depuis plus de deux ans les pratiques abusives de la firme pharmaceutique en matière de propriété intellectuelle, cette décision est une triple bonne nouvelle : pour les usagers-es des systèmes de santé, pour l'accès à la Prep partout en Europe et pour les finances publiques.
À elle seule, l'Assurance Maladie française réalisera une économie de 760 millions d'euros.

Rapport discriminations 2018 – *VIH, hépatites, la face cachée des discriminations*

Dans son quatrième rapport sur les discriminations, réalisé cette année en collaboration avec l'Ardhis (Association pour la reconnaissance des droits des personnes homosexuelles et trans à l'immigration et au séjour), AIDES a mis en évidence les restrictions d'accès aux droits des personnes étrangères séropositives ou exposées au risque de contamination.
Les deux associations rappellent que les personnes nées à l'étranger représentent près de la moitié des découvertes de séropositivité au VIH chaque année en France. En réponse, elles promeuvent une véritable politique d'accueil ainsi que l'accès et le maintien dans le soin des PVVIH étrangères, mais aussi l'amélioration des conditions de vie des personnes étrangères séronégatives. Elles appellent également à sortir de la surenchère répressive et sécuritaire et à respecter les droits fondamentaux des personnes.
2 000 exemplaires du rapport ont été adressés aux parlementaires et aux partenaires institutionnels et associatifs.

Le rapport est disponible au téléchargement ici

BREVET DU SOFOSBUVIR : LE COMBAT POUR L'ANNULATION CONTINUE

AIDES et d'autres organisations européennes ont saisi l'Office européen des brevets (OEB) pour obtenir l'annulation du brevet détenu par Gilead sur le sofosbuvir. Du fait de son prix (28 000 euros pour une cure de trois mois), ce traitement efficace contre le VHC pèse lourdement sur le budget des systèmes de santé et des finances publiques, quand il n'est pas purement et simplement hors d'atteinte. Seule l'annulation du brevet, comme en Chine ou au Brésil, permettrait la commercialisation de génériques à un prix raisonnable.

Malgré la mobilisation associative, l'OEB a opté pour le maintien du brevet dans une forme à peine amendée. Les associations ont aussitôt manifesté leur intention de poursuivre le combat en faisant appel de cette décision. Elles dénoncent un système européen de protection des brevets qui, sous prétexte de préserver les innovations thérapeutiques, conforte surtout les intérêts de l'industrie pharmaceutique, aux dépens parfois de l'intérêt de santé publique.

INNOVATIONS THÉRAPEUTIQUES : *GARANTIR L'ACCÈS, MAÎTRISER LES PRIX*

Huit organisations, dont AIDES, ont fait paraître un livre blanc intitulé *Garantir l'accès, maîtriser les prix*. Cette publication s'inscrit dans un contexte très défavorable au maintien d'un système de santé solidaire.

En effet, les nouveaux médicaments contre certaines maladies graves (hépatite C, cancers, etc.) atteignent des prix parfois exorbitants, dans un contexte d'opacité des négociations entre l'État et les laboratoires pharmaceutiques. Les associations pointent la prégnance d'un discours sur l'« innovation » qui, bien que ni véritablement définie, ni toujours garante d'une véritable amélioration du service médical rendu, justifie une inflation considérable des prix. Cette tendance menace l'accès équitable aux soins et la pérennité de notre système de santé.

Dans leur livre blanc, les associations fournissent une mine d'informations (données publiques, cas pratiques documentés, réflexions sur la propriété intellectuelle, la recherche, les essais cliniques, etc.) afin d'éclairer les citoyens-es, décideurs-ses et élus-es sur les politiques relatives aux médicaments.

Insistant sur la primauté des valeurs démocratiques pour conserver un système de santé solidaire, elles plaident pour un accès équitable aux innovations dont l'efficacité est prouvée, pour un contrôle des prix et pour une réelle transparence au niveau de la recherche médicale, de son financement, de la fixation des prix des produits et de leur mise sur le marché. Les associations réclament également la tenue d'un débat véritablement démocratique sur le sujet. Fortes de leur expertise, elles demandent enfin à être mieux associées aux échanges et réflexions sur les politiques du médicament.

Ce livre blanc est disponible au téléchargement ici

PÉNALISATION DES TRAVAILLEURS-SES DU SEXE ET DES USAGERS-ES DE DROGUES : AIDES MAINTIENT LA PRESSION



En 2018, AIDES a maintenu la pression au sujet de la pénalisation des clients-es des travailleurs-ses du sexe et des usagers-es de drogues.

TRAVAIL DU SEXE : ÉVALUER LA LOI

AIDES a participé à une enquête inter-associative sur l'impact de la loi du 13 avril 2016 dite de « pénalisation des clients-es ». Publiée en avril 2018 sous le titre *Que pensent les travailleurs-ses du sexe de la loi prostitution ?*, cette enquête révèle le fiasco d'une loi qui, loin de lutter contre la traite et l'exploitation des TDS, a en réalité aggravé leur situation.

Harcelés-es par la police et pressés-es par les clients-es, ils-elles travaillent aujourd'hui dans des conditions très dégradées (isolement, violence, pratiques à risque) pour des revenus moindres. Précarisation, mobilité, contamination et dégradation de la santé, violence accrue : le bilan de cette loi est catastrophique sur bien des plans.

AIDES s'est jointe à un collectif d'associations et de TDS afin de contester cette loi via une question prioritaire de constitutionnalité. Celle-ci n'a pas abouti, mais les associations entendent utiliser d'autres voies de plaidoyer et de contentieux pour faire abolir cette loi inefficace aux conséquences désastreuses.

DROGUES : SOUTENIR PLUTÔT QUE PUNIR

AIDES et 18 organisations ont demandé au Conseil constitutionnel de censurer l'article 37 de la loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice. AIDES a rappelé que cette disposition, qui prévoit une amende forfaitaire de 200 euros pour le délit d'usage de stupéfiants, est le signe d'une régression en matière de politiques de santé publique. Elle bafoue les avancées des politiques de réduction des risques et les droits des usagers-es de drogues, grands-es oubliés-es des politiques publiques qui les concernent.

Ces organisations ont par ailleurs publié un livre blanc (cf. encadré ci-dessous) pour faire part de leurs propositions en matière de politique des drogues.

Dans le prolongement de cette action, AIDES a participé, le 26 juin, à la journée internationale *Support. Don't punish* (« Soutenir plutôt que punir »), afin de promouvoir de meilleures politiques des drogues qui priorisent la santé publique et les droits humains.

Durant cette journée, une dizaine de lieux de mobilisation de AIDES ont animé des actions originales pour faire passer le message et proposer des espaces de parole sur les produits psychoactifs.

Drogues, la France dans une impasse : un livre blanc inter-associatif

Publié en 2018, le livre blanc inter-associatif, *L'échec annoncé de l'amende délictuelle étendue au délit d'usage de stupéfiants*, alerte sur les conséquences néfastes du projet d'amende forfaitaire délictuelle pour usage de stupéfiants. Les associations réclament une évaluation sérieuse des effets de cette stratégie et appellent à une autre politique des drogues. Selon les associations, il est urgent de délaisser la répression au profit de la régulation, de la prévention et de la réduction des risques, et de mettre les usagers-es, la santé et les droits au centre de toute action publique.

Disponible au téléchargement ici

LA RECHERCHE ET L'INNOVATION AU PROFIT DES PERSONNES

—

Innovation, expérimentation et recherche font partie des actions de AIDES depuis sa création: innover en imaginant de nouveaux outils pour mieux faire ce qui est déjà fait ou pour faire différemment, proposer de nouvelles réponses plus adaptées aux besoins. AIDES porte dans les instances de démocratie en santé l'innovation, l'expérimentation et la recherche avec tous-tes les acteurs-rices du VIH, des hépatites virales et des maladies chroniques.
Elle peut ainsi mettre en œuvre des actions, outils et stratégies communautaires, alliant échange, information et progrès technologique. L'année 2018 a, de ce point de vue, été particulièrement riche.

UNE RECHERCHE AU PLUS PRÈS DES PUBLICS

Les travaux de recherche communautaire développés par AIDES explorent des thèmes et des publics souvent oubliés par la recherche académique. Partant des besoins des communautés les plus vulnérables, ces travaux associent, le plus souvent, démarche scientifique et action pour dresser des constats et analyses afin d'apporter des réponses adaptées. Ils contribuent à renforcer les capacités des groupes concernés, à générer des connaissances et à délivrer des arguments scientifiques à même de transformer la société.
AIDES dispose en interne d'un secteur recherche communautaire (SRC) qui aborde des sujets aussi variés que l'accompagnement des PVVIH et PVVH, la Prep, le dépistage, les centres de santé, la e-santé, l'usage de produits ou encore la délégation des tâches. Le SRC se déplace sur le terrain pour être au plus près des besoins des publics cibles.



PAACX – MIEUX CONNAÎTRE LES CHEMSEXEURS

Les actions déployées par AIDES auprès des chemsexeurs lui ont permis d'acquérir certaines connaissances, que l'association a souhaité approfondir afin d'offrir des réponses plus ciblées. En 2018, en partenariat avec l'INSERM, le SRC de AIDES a lancé la recherche PAACX (Perceptions, attentes et attitudes vis-à-vis du chemsex) afin d'identifier les profils des chemsexeurs dans leur diversité, de mieux connaître leurs pratiques et leur rapport au chemsex, de recueillir leurs attentes et besoins. Les résultats de cette recherche permettront d'évaluer la pertinence et la faisabilité d'une recherche interventionnelle orientée vers la réduction des risques liés au chemsex.

ESTICOM : AMÉLIORER LA SANTÉ DES HSH

AIDES a rejoint en 2017 le projet européen Esticom (European Surveys and Trainings to Improve MSM Community Health – Enquêtes et formations européennes pour améliorer la santé de la communauté HSH). Celui-ci comporte trois volets : une enquête sur la communauté HSH, une autre sur les acteurs-rices de santé communautaire travaillant auprès des HSH et un volet de formation de ces acteurs-rices. En 2018, le SRC de AIDES a participé avec Coalition PLUS à l'analyse des données de la première enquête et à la préparation de l'analyse des données de la seconde.

HERMETIC : TROUVER DE NOUVELLES VOIES POUR CERNER L'« ÉPIDÉMIE CACHÉE »

AIDES a participé pendant trois ans (2015-2018) au projet de recherche Hermetic (HIV European Research on Mathematical Modelling & Experimentation of HIV Testing in hidden Communities – Recherche européenne sur la modélisation mathématique et l'expérimentation du dépistage du VIH dans les communautés cachées).
Ce projet visait à appréhender plus précisément les populations susceptibles d'être non diagnostiquées au VIH (l'« épidémie cachée »), grâce notamment à des interventions ciblées de dépistage. Dans ce cadre, AIDES avait expérimenté, d'octobre 2016 à février 2017, un dispositif de dépistage du VIH en porte-à-porte dans plusieurs quartiers de Seine-Saint-Denis. Le 16 octobre 2018, un colloque de clôture du projet a réuni à Paris des chercheurs-ses et des acteurs-rices européens-nes des différents pays concernés.

V3T : APPRÉCIER L'UTILISATION ET L'IMPACT DE L'AUTOTEST

AIDES, le laboratoire de recherche Maison-Blanche, l'Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites (ANRS) et Santé Publique France ont mené en 2017-2018 le projet de recherche V3T (VIH : Teste-toi toi-même). L'objectif ? Mieux cerner l'utilisation de l'autotest VIH par les populations les plus exposées et son impact sur les pratiques de dépistage.

Les deux premières phases de l'étude ont permis d'approcher des personnes ayant utilisé l'autotest juste après sa mise sur le marché, puis de suivre leur recours au dépistage sur une période de six mois. Durant une troisième phase, qui s'est achevée en juillet 2018, les personnes réparties dans cinq focus group (HSH, personnes originaires d'Afrique subsaharienne, jeunes de moins de 25 ans, hétérosexuels-les non originaires d'Afrique subsaharienne, personnes ayant utilisé l'autotest) ont fait part de leur vécu et de l'impact de l'autotest sur leur vie personnelle, leur rapport à la santé et leur accès aux soins. Les données sont en cours d'analyse et des articles en préparation.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES, ALLIÉES DE LA SANTÉ

Facilitant l'échange entre pairs et l'accompagnement des personnes vulnérables, les nouvelles technologies de communication sont un complément précieux au travail des équipes et des militants-es de AIDES pour une véritable « RDR 2.0 ». Leur évolution rapide ouvre aujourd'hui la voie à de nouveaux usages, en réponse à de nouveaux besoins.

RÉSEAUX D'ENTRAIDE ENTRE PAIRS : L'ÉCHANGE ET L'INFORMATION 2.0

Ces outils reposant sur l'échange de pair-à-pair permettent d'apporter des réponses étayées et personnalisées à des questions souvent très précises.

1 051 brèves,

145 articles,

20 billets d'humeur publiés en 2018

243 forums et 556 blogs créés

1 834 579 pages vues par

611 837 utilisateurs

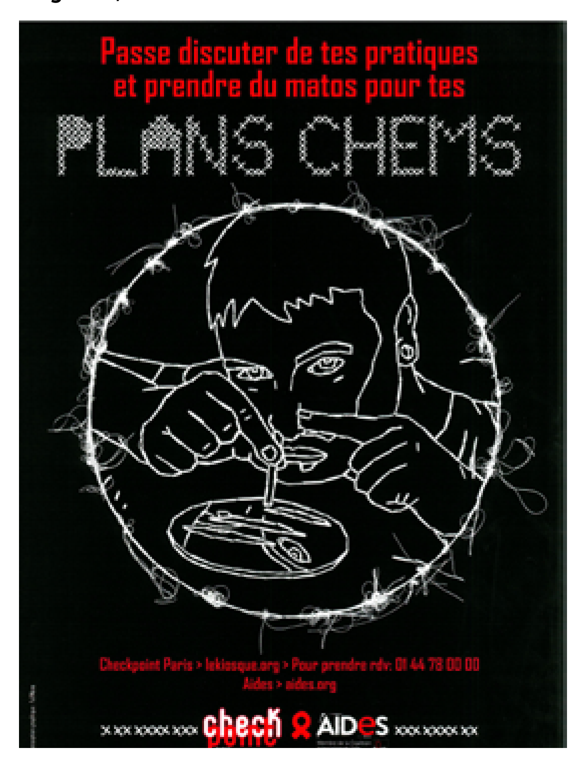
• Seronet.info : un site d'échange et de soutien

Ce site est un espace d'expression libre et bienveillant entre personnes séropositives, ainsi que d'informations sur le VIH et les hépatites. Il permet d'offrir des réponses au niveau médical et social, et de renforcer la prise en charge thérapeutique, participant ainsi à l'amélioration de la qualité de vie et de l'estime de soi. Seronet.info favorise également le recueil de données pour une meilleure appréhension des attentes et besoins des PVVIH et PVVH. Depuis 2018, le site existe en version *responsive*, adaptée aux smartphones.



• Urgence chemsex : à question urgente, réponse immédiate

Lancé par AIDES, Urgence chemsex est un dispositif de prévention et de prise en charge des chemsexeurs parfois désocialisés. Un numéro WhatsApp et une page Facebook ont eté créés pour répondre à leurs besoins. Urgence chemsex permet d'apporter aux chemsexeurs certaines réponses dans l'urgence, et au-delà.



Les entretiens menés via WhatsApp en 2018 ont surtout concerné la « descente », le sevrage, l'information sur les produits, la RDR, l'accès au matériel, les demandes de soutien, le bien-être sur le long terme et l'actualité des drogues.

1 281
abonnés à la page Facebook en 2018

143
entretiens réalisés via WhatsApp

• PrEP'Dial : l'entraide connectée

Cette page Facebook offre aux utilisateurs de la Prep (cf. p. 14) d'échanger sur ce traitement préventif et curatif, des entretiens sans limite de durée et une présence en continu. Elle propose un accompagnement précieux et apprécié (partage d'expérience et de conseils, effets indésirables, interactions, etc.). Elle diffuse par ailleurs des informations sur les actualités de la Prep et oriente vers d'autres actions (soirées Prep, groupe de paroles entre utilisateurs, etc.)

PrEP'Dial a permis, à plusieurs reprises, de notifier une infection d'IST à des partenaires potentiels : AIDES souhaite développer ce volet pour favoriser des dépistages ciblés. PrEP'Dial comptait 10 503 membres fin 2018, soit 2 000 de plus qu'en 2017.

DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉDUCTION DES RISQUES

Le développement des sites ou applications de « e-santé » a pour objectif de répondre aux besoins non couverts des populations les plus exposées au VIH ou aux hépatites. Ces outils permettent aussi de mieux cibler les populations et de leur fournir des réponses adaptées à leurs besoins.

• Jemedepiste.com : ancrer le dépistage dans le quotidien

La plateforme web jemedepiste.com permet de programmer un rappel de dépistage selon la périodicité souhaitée grâce à l'envoi d'un SMS et d'un e-mail. Le site incite au dépistage régulier, qui représente un enjeu fort pour les personnes les plus exposées.

Testé sur cinq sites de AIDES entre juillet et octobre 2018, il a ensuite été généralisé et compte aujourd'hui 250 inscrits-es. Les premières données recueillies montrent que cet outil satisfait le besoin de contact à distance, non calé sur des horaires contraints, en complémentarité d'actions collectives ou en face-à-face.

• WeFlash

Développé en 2018 par des médecins infectiologues et sexologues spécialistes du VIH grâce à la start-up Aadiss dont AIDES est partenaire, WeFlash permettra de soutenir le déploiement de la Prep.

À la fois site d'information, interface pour médecins et accompagnateurs Prep, mais aussi application pour utilisateurs, WeFlash offre aux prepeurs-ses un suivi des schémas de prise et des bilans sanguins et médicaux, ainsi que des notifications aux partenaires, via le système Flash.

Pour le réaliser, AIDES a participé à la vulgarisation des connaissances et au recrutement de plusieurs panels d'utilisateurs-rices, afin de prendre en compte au mieux les besoins des personnes. L'association a largement contribué au développement de WeFlash, dont le lancement est prévu à l'automne 2019.

UNE PRÉSENCE ACTIVE AUX ANTILLES, EN GUYANE ET DES ACTIONS À L'INTERNATIONAL

Les Antilles et la Guyane sont des territoires prioritaires pour AIDES. Comme le montrent les données épidémiologiques, ils restent les plus touchés par le VIH au niveau français. L'association y porte des projets concrets auprès des communautés les plus touchées par le virus et depuis plusieurs années, le conseil d'administration de AIDES a choisi de renforcer la part de fonds privés allouée à ces territoires pour démultiplier ses actions.
AIDES est également active à l'international. Dès la fin des années 80, l'association a pris la mesure de la dimension mondialisée de l'épidémie et a rapidement porté le combat au-delà de nos frontières. En 2018, elle a continué à défendre avec vigueur, aux côtés de ses alliés, l'accès aux traitements (prévention et soin) pour tous-tes, partout, et la fin des discriminations.
Au sein de Coalition PLUS, AIDES a également renforcé les plateformes Europe et Caraïbes et participé activement au lancement de la mobilisation pour la Conférence de reconstitution du Fonds mondial !
Les Caraïbes sont la seconde région la plus concernée au monde par l'épidémie de VIH, après l'Afrique australe.

ANTILLES ET GUYANE : ADAPTER LES STRATÉGIES D'INTERVENTION

La Guyane et les Antilles françaises (dont la Guadeloupe, la Martinique et Saint-Martin) sont les territoires français les plus touchés par le VIH. Présente sur place depuis plusieurs années, AIDES a renforcé en 2018 son intervention en ciblant, suivant les contextes, telle thématique ou telle population.

LE VIH DANS LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS D'AMÉRIQUE : DES DONNÉES PRÉOCCUPANTES

La Guyane et les Antilles françaises sont les territoires français les plus touchés par le VIH. En 2018, les taux de découverte de séropositivité étaient de 7,9 ‰ sérologies réalisées en Guyane, 2 ‰ en Martinique et 1,9 ‰ en Guadeloupe.
En comparaison, ce taux est de 3,6 ‰ en Île-de-France et de 2 ‰ pour l'ensemble de la France (source : CIRE Antilles/Guyane 2016). Cette zone représente 4 % des actions de AIDES. Elle y a mené 5 091 entretiens individuels (51 % en Guyane, 29 % en Martinique, 14 % à Saint-Martin, 6 % en Guadeloupe). Parmi les personnes rencontrées, 14 % étaient séropositives au VIH et moins de 1 % au VHC et au VHB. 4 097 entretiens de RDR avec dépistage ont été réalisés en 2018 et 37 résultats positifs au VIH ont été rendus (46 % sont des hommes, 54 % des femmes).
Le nombre de Trod VHC y est en constante augmentation. Si 2017 marquait le début de l'appropriation des dépistages de l'hépatite C par les militants-es de AIDES, l'année 2018 conforte les efforts réalisés pour son déploiement. 559 Trod VHC ont ainsi été réalisés en 2018 contre 212 en 2017.

DES STRATÉGIES D'INTERVENTION DIFFÉRENCIÉES

AIDES adapte son action aux besoins les plus prégnants exprimés dans les différents départements. À la frontière Guyane-Surinam et autour de Saint-Martin, elle privilégie une stratégie originale d'intervention transfrontalière.

• Martinique : lutter contre les discriminations envers les personnes trans

Les personnes trans sont très discriminées en Martinique. AIDES a mis en place différentes actions, dont un séminaire à l'intention des professionnels-les de santé, qui sera renouvelé en 2019, ainsi que des actions d'accompagnement dans les parcours de transition, de soutien collectif ou encore de RDR avec dépistage, etc.
Celles-ci seront complétées par des actions de soutien entre pairs et des partenariats avec des professionnels-les de santé.

• Guadeloupe : réorienter l'activité

Dans les premiers mois de l'année 2018, l'impact post-Irma a eu pour conséquence une baisse du nombre de nos actions. Un changement de local a permis une relance progressive de l'activité, qui s'est recentrée sur des publics clés : personnes les plus exposées aux virus ; personnes vivant avec le VIH ou une hépatite ; personnes migrantes.

• Guyane-Surinam : deux territoires unis par un projet

AIDES Guyane et la Croix-Rouge du Surinam portent un projet d'une durée de trois ans (2017-2019) visant à améliorer l'accès des populations frontalières à la prévention, le dépistage, la prise en charge et le maintien dans le soin.
AIDES a accompagné la Croix-Rouge dans la mise en place, côté surinamais, d'un dispositif de prévention, de dépistage et d'accès aux soins similaire à celui développé côté guyanais. L'objectif ? Faire reculer l'épidémie en menant des actions coordonnées auprès de toutes les populations vivant sur les rives des fleuves Maroni et Cottica.
En 2018, AIDES et ses partenaires ont organisé des échanges d'expériences et de pratiques, ainsi que des sessions de formation en matière de connaissances de base du VIH, de counseling ou d'approche en santé communautaire.
Un plaidoyer conjoint auprès du ministère de la Santé surinamais a permis aux organisations communautaires de pratiquer un dépistage démédicalisé.

• Saint-Martin, Sint Maarten et Anguilla : coopérer pour avancer

Les territoires voisins de Saint-Martin, Sint Maarten et Anguilla, font face à une progression du VIH liée notamment à la forte mobilité des populations (notamment les TDS).



La progression du VIH est aussi due aux difficultés d'accès à la prévention et aux soins des populations en situation irrégulière, et aux fortes discriminations à l'encontre des populations clés.

Ces dernières années, AIDES a développé des actions transfrontalières avec des associations locales. En 2018, elle a mené une campagne de communication contre les discriminations, organisé des échanges d'expériences et réalisé des actions de dépistage auprès des TDS à Saint-Martin, en partenariat avec l'association Aids Foundation basée à Sint Maarten, du côté hollandais de l'île. Sur l'île d'Anguilla, elle a réalisé des actions de dépistage avec l'association ACAN.

AIDES a également soutenu la création d'un comité de pilotage réunissant l'ensemble des acteurs-rices impliqués-es dans la riposte au VIH sur les trois territoires, afin de favoriser les échanges entre acteurs-rices, de partager les analyses et réflexions et d'imaginer des pistes de coopération.

GUYANE, DÉPARTEMENT FRANÇAIS LE PLUS TOUCHÉ PAR LE VIH : DES STRATÉGIES POUR ENRAYER LA PANDÉMIE

La Guyane reste le département français le plus touché par le VIH, avec une prévalence de 1 %. La situation est particulièrement préoccupante dans l'Ouest guyanais.

La précarité administrative, les très fortes inégalités sociales de santé, le manque d'information et d'infrastructures adaptées interfèrent avec la lutte contre la propagation du virus. Les besoins en matière d'accès aux soins, de prévention et de déconstruction des préjugés sont également importants.

AIDES a ainsi ouvert en 2017 une nouvelle antenne dans la commune de Maripasoula (sud-Guyane), qui s'étend jusqu'aux frontières du Brésil et au

Avec la Croix-Rouge, sensibiliser les usagers-es de drogues

En 2018, le nombre d'actions réalisées auprès des usager-es de drogues sur le territoire Guadeloupe/Saint-Martin et en Martinique a très nettement augmenté. Cette hausse met en lumière d'importantes carences au niveau de la prise en charge du sujet par les pouvoirs publics. En Martinique, l'association est intervenue en complémentarité des actions menées par le Caarud de la Croix-Rouge. Fondée sur une démarche « aller vers », elle a réalisé des maraudes, trois à quatre fois par mois, sur les zones et plages horaires non couvertes par le centre, ainsi que des permanences mensuelles avec offre de dépistage dans les locaux du Samu Social.
À Saint-Martin, en l'absence de structure d'accueil, des partenariats ont été noués avec la Croix-Rouge et le Samu Social afin d'effectuer des maraudes dans les lieux de vie et de mettre en place une offre de dépistage dans les « bus santé ».

Suriname, zones avec lesquelles la Guyane partage des problématiques communes. Ce territoire isolé fait face à une progression rapide de l'épidémie de VIH. Près de 2 % des adultes seraient touchés-es par le virus, soit 17 fois plus que la moyenne nationale.
Des militants-es de l'association issus-es des territoires qui bordent le Maroni parcourent le fleuve en pirogue afin de se rendre dans les villages isolés où ils-elles informent, dépistent, libèrent la parole et s'efforcent de changer l'opinion des habitants-es sur les malades, souvent stigmatisés-es. Plusieurs dizaines de villageois-es ont ainsi pu être rencontrés-es de manière régulière.
Ce travail incessant a fait l'objet d'un documentaire, *La mission fleuve*, qui donne la parole aux personnes touchées, aux associations, aux soignants-es et aux enseignants-es. Le film a été projeté au cinéma Grand Action à Paris, le 6 juin 2018, puis diffusé sur France 5.
Dans le cadre de l'article 92 de la loi de modernisation du système de santé, AIDES a par ailleurs lancé le projet Takari. Celui-ci a pour objectif le renforcement de l'autonomie des PVVIH, en élaborant les réponses manquantes à leurs besoins en santé. Il contribue à l'accès et au maintien dans le soin en zone isolée et permet de toucher des personnes confrontées à un cumul de vulnérabilités, notamment les personnes étrangères (90 %) et les femmes (63 %).
En 2018, 18 actions ont ainsi été menées et 19 entretiens réalisés, abordant les thèmes du suivi médical et thérapeutique, ses dimensions sociales, juridiques et d'accès aux droits, ainsi que la dicibilité et le vécu. AIDES observe avec satisfaction, parmi les HSH en particulier, l'affirmation d'une volonté de visibilité et de revendication des droits.

EN EUROPE, AGIR DE MANIÈRE CONCERTÉE

De nombreux-ses acteurs-rices européens-nes sont fortement impliqués-es dans la lutte contre le VIH et les hépatites.
Ensemble, ils-elles se mobilisent autour de l'enjeu déterminant de l'accès aux traitements, qui rend atteignable l'objectif d'éradication du sida d'ici 2030, à condition de s'en donner les moyens.

LES CHANTIERS DE LA PLATEFORME EUROPE

AIDES coordonne la Plateforme Europe de Coalition PLUS, qui favorise le partage d'expériences et de savoir-faire entre associations européennes, à travers des projets, travaux de recherche et actions de plaidoyer portés collectivement.
En 2018, trois membres de la Plateforme ont intégré le Forum de la société civile sur les drogues de la Commission européenne. La Plateforme siège par ailleurs au Forum de la société civile sur le VIH, les hépatites et la tuberculose. Ses représentants-es siégeant dans ces deux instances se sont coordonnés-es pour participer aux différents groupes de travail.
Lors de la Conférence internationale scientifique sur le VIH/sida de l'International AIDS Society (IAS) à Amsterdam, la Plateforme Europe a organisé et co-animé cinq ateliers et tables rondes sur ses sujets prioritaires :
- le prix et l'accès aux médicaments ;
- les bonnes pratiques pour faciliter l'accès à la Prep ;
- les besoins des usagers-es de drogues et les élections européennes de 2019.



Une brochure de présentation de la Plateforme a été créée et diffusée pour l'occasion. Des réflexions ont été entamées en fin d'année afin de la compléter d'un document de positionnement sur les enjeux de la riposte au VIH et aux hépatites, dans la perspective notamment des élections européennes en 2019.

ALLIANCES STRATÉGIQUES SUR DES THÉMATIQUES DÉDIÉES

La lutte contre les pandémies donne lieu à des alliances entre acteurs-rices sur des thématiques communes.

• PrEP in Europe Initiative : un engagement mutualisé pour une Prep accessible à tous-tes

Issue d'un partenariat entre six organisations travaillant sur la prévention et la politique du VIH en Europe, dont AIDES, PrEP in Europe Initiative (PEI) vise à améliorer l'accès à la Prep dans toute l'Europe. Elle a quatre objectifs :
- informer sur la recherche, le coût, l'accès et l'usage de la Prep en Europe ;
- mobiliser via des campagnes communes ;
- influencer les décideurs-ses publics et les bailleurs de fonds pour lever les obstacles d'accès à la Prep dans tous les pays d'Europe ;
- rassembler toutes les personnes défendant un meilleur accès à la Prep pour favoriser les échanges et s'entraider.

En 2018, PEI a organisé à Amsterdam le premier PrEP Summit européen (cf. p. 14).



• European Chemsex Forum : élargir le champ des réponses

Le deuxième European Chemsex Forum s'est tenu à Berlin du 22 au 24 mars 2018. Il a réuni 243 participants de 32 pays. Le forum, riches en débats, a permis de mettre en commun des bonnes pratiques pour mieux accompagner les chemsexeurs. Celles-ci sont :
- donner la priorité à une approche prenant en compte la personne dans son ensemble (santé mentale, santé physique, santé sexuelle et consommation de drogues) ;
- favoriser la pensée créatrice ;
- mettre l'accent sur la confidentialité et l'engagement sans jugement ;
- comprendre les réalités des usagers-es ;
- évaluer et mesurer ce qui se fait ;
- distribuer des ressources éducatives dans des espaces appropriés pour les populations cibles ;
- prêter attention à l'impact sur les autres IST, les problèmes de santé mentale et la cohésion de la communauté.

À cette occasion, deux initiatives étaient à l'honneur.
Celle de l'association Mainline, aux Pays-Bas, qui propose deux groupes d'auto-support, l'un sur la RDR, l'autre sur l'arrêt du chemsex, ainsi que différents kits, brochures et un site d'information sur la réduction des risques, nourris de l'expérience des usagers-es. Celle de AIDES en France qui propose des dépliants pratiques sur le chemsex, un groupe d'auto-support sur Facebook, une ligne d'écoute dédiée, des soirées d'échanges au SPOT à Paris, les chill-out, ainsi que de l'*outreach* dans les soirées où se réunissent les chemsexeurs.

AGIR À L'INTERNATIONAL : DES ÉVÉNEMENTS CLÉS

AIDES s'est mobilisée en 2018 à l'occasion de différents rendez-vous, qui sont autant de jalons vers l'éradication définitive de la maladie.

LA PRÉSENCE ACTIVE DE AIDES À L'IAS

Tous les deux ans, la Conférence internationale sida de l'IAS réunit 20 000 à 30 000 personnes, parmis lesquelles des chercheurs-ses, des activistes, des personnes séropositives ou issues des communautés les plus affectées, pour faire le point sur les dernières avancées de la recherche et faire entendre la parole des personnes concernées.

Coalition PLUS



Créée en 2008, Coalition PLUS rassemble 13 associations de lutte contre le VIH en Afrique, en Amérique, en Asie et en Europe. Promoteur d'une démarche communautaire, ce réseau s'efforce de mettre les malades au centre des programmes de lutte contre la pandémie. En tant que membre fondateur, AIDES collabore aux projets du réseau, participe activement au développement des solidarités entre les structures membres et partage ses expériences de développement d'action communautaire en santé. En 2018, plusieurs administrateurs-rices ont participé à des missions d'observation des structures membres. Coalition PLUS a par ailleurs proposé à la Direction Qualité et Évaluation de AIDES de réaliser une étude préalable au développement du suivi-évaluation des membres du réseau, dans l'optique de suivre et valoriser en continu l'activité de chacun d'eux.

Toujours en 2018, Coalition PLUS a organisé son congrès des 10 ans à Dakar, du 20 au 24 juin. Celui-ci a mis en valeur la mobilisation des populations et la plus-value de la plateforme Afrique de l'Ouest dans le renforcement du dépistage démédicalisé. En marge du congrès, une formation sur la théorie et la pratique du dépistage communautaire démédicalisé a été organisée, à destination des pairs éducateurs-médiateurs du Sénégal et du Mali. AIDES y a collaboré étroitement.

2018 a aussi été marquée par le lancement officiel, en Équateur, de la Plateforme Amérique-Caraïbes de Coalition PLUS, qui vise à créer une dynamique de mobilisation vis-à-vis des grands enjeux de la lutte contre le sida dans cette région. Six comités de pilotage ont été organisés, quatre missions ont eu lieu, s'adressant aux membres de la Plateforme, et plusieurs actions de plaidoyer et de visibilité ont été menées auprès des instances régionales et internationales.



La dernière édition, organisée à Amsterdam du 23 au 27 juillet 2018, avait pour thème *Breaking Barriers, Building Bridges*, rappelant la nécessité de lever certaines barrières idéologiques, politiques et structurelles pour atteindre l'accès universel aux traitements et aux outils de prévention.

Durant cet événement, AIDES a fait valoir plusieurs revendications :

- mettre en place une politique migratoire respectueuse des personnes et de leur santé, mettant fin aux morts, violences et contaminations au sein de l'Union Européenne et à ses frontières, et protégeant de l'expulsion les personnes séropositives et les réfugiés-es LGBTI ;

- réformer la politique des brevets et des mécanismes de fixation du prix des médicaments, pour garantir partout l'accès à l'innovation thérapeutique et à des traitements abordables financièrement ;

- adopter des politiques des drogues fondées non plus sur une approche répressive, mais sur les évidences scientifiques et des mesures favorables à la santé des personnes ;

- augmenter les financements internationaux en direction des pays à revenus faibles et intermédiaires, lors de la prochaine Conférence de reconstitution du Fonds mondial, organisée en France fin 2019.

• 9e conférence de l'Afravih : Coalition PLUS lance un appel à la démédicalisation pour un monde sans sida

La 9e conférence internationale francophone sur le VIH et les hépatites s'est tenue à Bordeaux le 5 avril 2018. Cet événement institutionnel rassemble tous les deux ans les acteurs-rices francophones engagés-es dans la lutte contre le VIH, les hépatites et les virus émergents.
À cette occasion, AIDES a lancé, aux côtés de Coalition PLUS et de ses associations membres, un appel à la démédicalisation pour un monde sans sida. Les associations issues de 14 pays ont manifesté devant le lieu de la conférence pour rappeler que le sida tue deux personnes chaque minute, alors que l'accès universel aux traitements est un objectif pleinement réalisable. Elles ont exigé de la communauté internationale qu'elle se mobilise pour permettre à tous-tes les malades d'accéder au traitement dont ils-elles ont besoin.

CONFÉRENCE DE RECONSTITUTION DU FONDS MONDIAL 2019: LA MOBILISATION EST LANCÉE

La prochaine Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme se tient à Lyon les 9 et 10 octobre 2019. Les États les plus riches y décideront du montant de leur contribution pour les trois années suivantes (2020-2022).
En tant que pays hôte, la France a un rôle moteur à jouer pour que les pays donateurs engagent les fonds nécessaires à l'éradication de ces trois pandémies à l'horizon 2030. Des experts estiment qu'entre 16,8 et 18 milliards de dollars sont nécessaires pour la période 2020-2022.
AIDES a commencé à se mobiliser dès 2018 à travers une campagne de communication, des temps d'information et une première sensibilisation lors des assises régionales 2018 et des conférences de l'Afravih et de l'IAS.
L'association a également œuvré avec les autres membres de Coalition PLUS et les associations françaises de solidarité internationale concernées pour faire émerger une position commune. Cette démarche a abouti au lancement, le 1er décembre 2018, d'une pétition adressée au Président français et aux autres chefs-fes d'État et de gouvernement, afin qu'ils-elles s'engagent à la hauteur de l'enjeu.
AIDES maintiendra la pression jusqu'au 10 octobre 2019 afin que les promesses de financements se traduisent en actes, et que cet événement soit un rendez-vous historique menant à l'accès universel aux traitements.



RAPPORT D'ACTIVITÉ

Tour Essor
14 rue Scandicci
93508 Pantin cedex

www.aides.org
www.seronet.info

facebook.com/aides
twitter : @assoAIDES
instagram : @assoaides



WWW.AIDES.ORG